MOBILITÉ ESTUDIANTINE DE ET VERS L'ALGÉRIE

Bilan mitigé des trajectoires

En référence aux recommandations de l'Organisation des Nations unies (ONU), la mobilité estudiantine constitue désormais une des formes de migration. Une migration dont le volume connaît une croissance notable, notamment en Afrique où certaines prévisions estiment qu'ils seront 9 millions d'étudiants dans ce cas en 2025. Selon Campus France, sur une mobilité de 1,6 million d'étudiants en 2018, les Algériens n'en représentent que 2%. Pour l'année 2019-2020, ils sont 29527 étudiants algériens à choisir la destination France. Une mobilité qui a augmenté, selon la même source, de 39% en 5 ans. Elle a aussi connu une courbe ascendante de 37% vers les autres pays, dont le Canada, Etats-Unis, l'Union européenne et les pays arabes, notamment grâce aux bourses d'études. Dans ce marché en plein essor, la part de la mobilité de et vers l'Algérie (à peine 14 000 étudiants étrangers) reste faible, selon plusieurs études dont celle réalisée par le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD). Cette recherche, selon ses auteurs *«vise à cerner les trajectoires des étudiants étrangers en Algérie et des étudiants algériens en France entre 2014 et 2018. Les résultats de l'enquête réalisée en 2018 dans les deux pays auprès de 567 étudiants ont permis d'analyser des projets d'études universitaires distincts aussi bien au niveau des procédures d'admission, de l'adaptation en milieu universitaire, du processus d'intégration dans le pays d'accueil que des perspectives à la fin des études»*. Dans ce flux, des compétences sont captées, ce qui soulève la question du retour vers le pays d'origine. *«Il est moins important pour les étudiants algériens en France et beaucoup plus présent dans l'intention des étudiants étrangers en Algérie. L'hypothèse d'un contrat moral serait en fonction de l'investissement des pays dans l'octroi des bourses. Si les étudiants étrangers en Algérie sont pour la plupart des boursiers, les étudiants algériens en France sont financés presque exclusivement par les familles. Outre cette question liée à la bourse de l'État, d´autres variables interviennent dans la décision du retour»*, est- il conclu. Autour de ce thème, c'est un diplômé de l'université de Pennsylvanie (Etats-Unis) qui apporte un éclairage. Le Pr Jamal Mimouni, enseignant de physique et responsable du master astrophysique à l'université des Frères Mentouri (Constantine1) décortique dans cet entretien les raisons du manque d'attractivité de l'université algérienne.

Naïma Djekhar

Pr JAMAL MIMOUNI. Enseignant de physique à l'université Frères Mentouri

«LA MOBILITÉ CRÉE DE LA RICHESSE À MOINDRE COÛT»

PHOTO DR

Entretien réalisé par Naïma Djekhar

La mobilité estudiantine est plus que jamais devenue un marché mondial où la concurrence concernant les compétences est féroce. Qu'en pensez-vous ?

Effectivement, d'où la «mode» des masters internationaux en Europe pour attirer la matière grise où qu'elle se trouve dans le monde. Un master conduit à un doctorat qui amène des projets de recherche en phase de Postdoc, et hop ! on a créé de la richesse à faible coût, surtout que l'étudiant a été formé initialement dans son propre pays. Dans l'économie d'aujourd'hui basée sur l'innovation, l'élément humain est le producteur de richesse ajoutée, et fermer les frontières au flux des compétences pour soi-disant s'appuyer sur celles locales serait vu comme un suicide. L'Algérie est très mal placée à cet égard ; elle n'est pas attractive pour les étudiants algériens eux-mêmes, et il est donc inutile de parler de ceux étrangers. D'ailleurs, elle n'est pas capable ni même intéressée, semble-t-il, d'attirer les propres chercheurs qu'elle a souvent formés jusqu'à un stade avancé de leur carrière.

Le taux des étudiants algériens à l'étranger est estimé à seulement 2%. A quoi peut-on imputer la faiblesse de ces chiffres, alors que l'adoption du système international LMD aurait dû offrir plus d'opportunités ?

En fait, ce chiffre cache bien des choses. En effet, derrière chaque étudiant qui rejoint les bancs d'une université française, il y a un parcours du combattant et un effort financier énorme. Je dirai qu'avec toutes les difficultés que ces étudiants doivent surmonter, l'obtention du visa étant souvent l'écueil principal, que 2% de la masse estudiantine puisse s'inscrire à une université française est une performance. En effet, la différence du niveau de vie entre notre pays et l'Europe est telle que seules les familles aisées peuvent se permettre d'envoyer leur progéniture outre-Méditerranée. D'ailleurs, les candidats qui doivent passer par Campus France doivent justifier d'un compte bancaire bien fourni pour être acceptés et avoir une chance d'obtenir un visa. Ajoutons de plus que le système LMD est surtout européen et est supporté par un dense réseau d'accords inter-universitaires qui facilitent ces échanges. L'Algérie n'est pas partie prenante de ces accords et son université fonctionne en autarcie.

Selon certaines études concernant les migrations estudiantines, plus de 56% des étudiants algériens en France ont l'intention de s'y installer ? L'université algérienne est-elle autant non attractive ?

D'abord, il est clair que les étudiants qui sont partis de leur propre chef ne reviendront pas. Ils considèrent qu'ils ne doivent rien à l'Algérie qui d'ailleurs ne leur demande rien. Il n'y a ensuite aucune attractivité à revenir au pays où même avec un diplôme supérieur ils ne pourront être recrutés qu'après un long processus à l'issue fort incertaine. Dans ce dernier cas de figure, le salaire qu'ils percevraient correspondrait au salaire d'un stagiaire en Europe et bien peu sont prêts à accepter un effondrement de leur niveau de vie même en tenant compte de la différence des coûts de la vie. Seules des raisons familiales pressantes ou des projets économiques en partenariat pourraient faire revenir certains d'entre eux. Reste le cas des étudiants inscrits en doctorat dans nos universités et qui partent dans le cadre d'un stage scientifique de courte ou moyenne durée payé par le gouvernement algérien. Leur travail étant lié à leur thèse et leur durée de séjour étant modeste- quelque mois en général et jusqu'à un à deux ans pour les plus débrouillards- ils reviendront tous en général. Sauf qu'une fois leur soutenance effectuée, et vu le rétrécissement des offres d'emplois au niveau des universités, une partie repartiront. Grosso modo, plus ils seront restés longtemps dans un Labo étranger lors de leur stage et plus la probabilité de repartir sera élevée. De notre expérience avec nos étudiants, cette probabilité atteint quasiment 100% pour ceux qui sont restés au-delà de 18 mois, ayant noué assez de liens et s'être suffisamment fait apprécier pour décrocher un poste de recherche. Donc oui, l'université algérienne n'est pas attractive en plus d'être devenue inaccessible même aux titulaires d'un doctorat. Il y a actuellement probablement plusieurs centaines d'entre eux qui végètent, n'ayant pu obtenir de postes au niveau des départements aux effectifs pléthoriques ayant fait le plein durant les décennies précédentes d'enseignants sous-qualifiés qui sont restés jusqu'à présent avec leur magister et parfois moins. Quant à la fuite des cerveaux, elle commence dès le Master, et puis le manque de perspective d'emplois fait le reste.

En- a- t-il toujours été ainsi ?

Oui, il est bon de faire une rétrospective sur les années 1970 et 1980 ou l'Etat distribuait alors des bourses à tout bout de bras. La destination était généralement les États-Unis et l'Angleterre pour les mieux lotis, et l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est pour le reste. Le taux de perdition était alors phénoménal et il pourrait même avoir atteint les 80%. Même ceux qui sont retournés en Algérie après avoir complété leurs doctorats, la grande majorité, la dramatique situation des années 1990 aidant, sont repartis faire carrière à l'étranger dans les dix années qui ont suivi leur retour. Si l'Algérie devait se relever de la mauvaise passe actuelle, elle devrait s'arranger pour faire revenir ces compétences au pays, des compétences qui constituaient la crème de leurs générations d'étudiants. Ceci est certainement utopique actuellement tant la situation économique et sociale est étouffante avec de plus une perception d'une gabegie généralisée et d'un système à la dérive. Les récents procès des dirigeants de la période précédente ont révélé tout cela dans toute son ampleur. Il faut aussi impérativement que l'Algérie sorte de son économie rentière avec son système monétaire désuet, le seul peut-être au monde à l'exception de la Corée du Nord, dont sa monnaie n'a aucune valeur hors des frontières. Personne n'est prêt à revenir pour percevoir un salaire de misère, même ceux dotés d'un patriotisme d'airain. Dans le monde d'aujourd'hui, le nationalisme naïf n'a aucune prise... et il n'y pas d'autres alternatives que de travailler son jardin.

Les étudiants étrangers venus poursuivre leur cursus en Algérie rentrent chez eux ou partent vers d'autres pays ? N'y a-t-il pas de place pour certaines de ces compétences ?

Les seuls étudiants étrangers que je connaisse sont ceux des pays africains plus au Sud, et pour eux les universités algériennes sont, disons-le sans honte, un substitut aux universités d'Europe bien trop chères et difficiles d'accès pour eux. Beaucoup de ces étudiants sont d'ailleurs très motivés et obtiennent des résultats remarquables, et si nos centres de recherche étaient efficaces et cherchaient l'excellence, ils capteraient nombre d'entre eux avant qu'ils ne retournent dans leur pays où qu'ils ne continuent leurs études de doctorat en Europe ! Un point d'orgueil pour l'université algérienne, beaucoup d'entre eux ont une haute considération de leurs études en Algérie, et étant des bûcheurs qui se concentrent sur leurs performances académiques, ils apprécient la qualité de l'enseignement chez nous et la disponibilité des enseignants à les accompagner. Les étudiants algériens eux sont moins appréciatifs parce qu'ils ont trop souvent tendance à noircir et dévaloriser leur université en se concentrant sur ses défauts réels ou imaginés tout en projetant dessus leur mal-vie.

Nous assistons à chaque rentrée universitaire à des offres de bourses initiées par les universités du monde entier. Ces offres trouvent-elles un réel écho auprès des étudiants algériens ou seulement quelques destinations ?

Certaines bourses les plus prestigieuses font l'objet de sélection au niveau des départements et elles sont captées par les majors de promotion. Mais beaucoup de ces bourses trop souvent suivent des circuits opaques, et pour en bénéficier, il faut être bien introduit. D'ailleurs de mon expérience, la vaste majorité des étudiants n'ont aucune connaissance de ces bourses et elles leur passent à côté.

N.D.